Ernest MANDEL

Sur la nature de l'URSS
Entretien avec Ernest Mandel

DENIS BERGER — On a célébré cette année le soixantième anniversaire de la Révolution russe. C'est aussi le quarantième anniversaire de la publication de *la Révolution trahie* de Trotsky, qui présentait une analyse de l'Union soviétique comme Etat ouvrier dégénéré. Depuis quarante ans, beaucoup d'événements historiques se sont produits ; on a assisté à un maintien, une stabilisation relative de la bureaucratie soviétique, et à l'apparition dans le monde, dans des conditions historiques diverses, d'un certain nombre de régimes qui sont également constitués de bureaucraties. Dans ces conditions-là, un problème se pose à tous les militants, qu'ils soient ou non trotskystes, et dans les débats qui se déroulent à l'heure actuelle dans un certain nombre de groupes révolutionnaires : c'est de savoir quelle est la validité des analyses de Trotsky, quels compléments ont pu lui être apportés par le mouvement trotskyste, bref, pour parler vite, comment l'analyse de Trotsky a-t-elle supporté l'épreuve des événements, comment a-t-elle vieilli ?

ERNEST MANDEL — Le point de départ de Trotsky, et ce qui fait la force de sa position sur la nature de l'URSS, était le point de vue que la gauche du mouvement ouvrier international dans son ensemble avait adopté au début de la Révolution russe de 1917 et que toutes les tendances plus ou moins révisionnistes ont été amenées à abandonner successive-

ment : il est impossible d'examiner les origines et et le devenir de la Révolution russe en isolant la Russie du reste du monde.

Le paradoxe qui se trouve à la base de la théorie de la révolution permanente, à savoir que le prolétariat pourrait conquérir le pouvoir dans des pays capitalistes moins développés avant de le conquérir dans les pays capitalistes les plus développés, n'a de sens que dans le cadre d'une analyse spécifique de l'impérialisme et de la lutte des classes à l'échelle mondiale. C'est seulement parce qu'il y a le phénomène de l'impérialisme et plus exactement le phénomène du début du déclin du mode de production capitaliste, que le vieux dicton de Marx selon lequel les pays les plus avancés montrent aux pays les moins avancés leur propre avenir comme dans un miroir ne s'applique plus, ou du moins n'a plus d'application générale au XXe siècle.

De cette position initiale, Trotsky avait tiré deux conclusions : la première, c'est que la victoire de la Révolution russe n'était possible que par l'établissement de la dictature du prolétariat, s'appuyant sur une paysannerie pauvre ; la deuxième, c'était que la construction d'une société sans classes, d'une société socialiste parachevée dans ce pays arriéré, était évidemment impossible. Les mencheviks en étaient restés à la position de Marx du XIXe siècle. Ils n'ont pas compris les conséquences de l'avènement de l'ère impérialiste. Ils n'ont pas compris le poids et la logique du sous-développement, qui marquent si fortement la sensibilité des révolutionnaires contemporains et qui montre *a contrario* ce que la Russie risquait de devenir s'il n'y avait pas eu la victoire de la Révolution d'octobre. Staline, les staliniens et toutes les tendances qui essaient d'avancer des analyses de la nature de l'URSS exclusivement en fonction des tendances internes à l'URSS ont commis l'erreur parallèle de croire qu'on pouvait faire abstraction de l'insertion de la Russie dans le monde, des implications économiques, militaires et sociales de cette insertion, et que le parachèvement de la construction d'une société sans classes était possible, sous certaines conditions, dans un seul pays.

Ce qui sous-tend la position théorique de Trotsky, indépendamment des formulations et mouvements conjoncturels, c'est que pour lui, le sort de l'Union soviétique dépend, en dernière analyse, de l'issue de la lutte des classes à l'échelle mondiale. La stalinisme apparaît ainsi comme une variante imprévue de l'histoire, en fonction même de ce qu'on pourrait appeler l'équilibre instable entre les forces sociales fondamentales antagonistes à l'échelle mondiale. Le stalinisme est l'expression d'une défaite et d'un recul grave de la révolution mondiale après 1923. Mais il reflète aussi l'affaiblissement structurel à long terme du capitalisme mondial, qui n'a pas été capable de restaurer le mode de production capitaliste en URSS, malgré ses tentatives répétées, aussi bien économiques que militaires. Si nous nous en tenons aux éléments fondamentaux de l'analyse trotskyste, c'est parce que nous croyons que cette méthode d'approche est correcte.

Derrière la formule « d'étape de transition », de « société de transition »; il y a en réalité ce caractère non encore définitivement tranché de l'épreuve de force entre le Capital et le Travail à l'échelle mondiale. Dans ce sens aussi, malgré le fait qu'il s'est trompé sur les délais, la manière dont Trotsky formulait le dilemme en 1939-1940 reste essentiellement correcte. Une défaite écrasante du prolétariat mondial pour une période historique entière, non seulement peut mais doit conduire à la restauration du capitalisme en URSS. Une défaite écrasante du Capital, de la bourgeoisie mondiale dans quelques-uns des pays clés du monde capitaliste doit remettre l'URSS sur les rails de la construction d'une société sans classes.

Penser la transition

D.B. — Tu as employé le terme « d'étape de transition », de « société de transition », les termes mêmes de Trotsky. Or, les délais brefs que prévoyait Trotsky pour la liquidation du stalinisme, soit par une révolution prolétarienne politique, soit par la restauration capitaliste, se sont avérés erronnés. En outre, un certain nombre d'Etats se sont créés qui ont vu aussi des bureaucraties s'installer au pouvoir, sous des formes particulières compte tenu de conjonctures particulières. Est-ce que tous ces faits ne permettent pas de donner à cette notion de « transition » un caractère marxiste à la fois plus ample et plus précis que celui qui était dans la tradition marxiste au moment où Trotsky écrivait ?

E.M. — Tout d'abord, je crains qu'il n'y ait pas à proprement parler une « tradition marxiste » en la matière. Marx lui-même n'a pas eu le temps de se pencher sur ce problème. Engels ne l'a pas fait non plus. Après leur disparition, on tombe dans la vulgarisation et la simplification, qui atteint un point culminant avec les fameux textes de Staline sur les modes de production par lesquels passeraient obligatoirement toutes les sociétés (communisme primitif, esclavagisme, féodalisme, capitalisme, socialisme). En réalité, c'est seulement au cours de la dernière période de la renaissance de l'analyse historique marxiste et de pénétration des méthodes inspirées du marxisme dans la recherche historique académique, qu'on a pu donner à ce chapitre passionnant de la théorie marxiste ses premiers fondements, qui sont d'ailleurs largement lacunaires et qui restent à développer.

On s'aperçoit aujourd'hui qu'en réalité, en ne regardant que l'Europe, pour ne pas parler d'autres parties du monde et d'autres civilisations, qu'il y a eu de longues périodes de transition entre tous les grands modes de production. Loin d'être un cas exceptionnel et exceptionnellement long, le cas de la société soviétique paraît aujourd'hui à la lumière de cette constatation comme quelque chose qui est encore fort limité.

Prenons deux exemples :

Si l'on définit essentiellement le mode de production esclavagiste comme étant fondé sur le travail productif des esclaves dans l'agriculture et l'artisanat, sources principales du produit social, et si l'on définit le mode de production féodal comme étant fondé essentiellement sur le travail des serfs dans la production agricole, on s'aperçoit qu'entre la prédominance du travail des esclaves et la prédominance du travail des serfs, du moins en Europe occidentale, centrale et méridionale — je laisse de côté l'Empire byzantin — s'insère une période de transition qui s'étend sur des siècles. Cette période a vu, sous des formes et des combinaisons diverses, une élévation du sort des esclaves juxtaposée à une détérioration du sort des paysans libres, surtout ceux des tribus ethniques dites barbares qui pénètrent dans l'Empire romain. C'est seulement à travers le brassage de ces deux forces sociales, qui se termine vraisemblablement vers le VIIe et le VIIIe siècle, que le mode de production féodal à proprement parler devient prédominant.

Deuxième exemple, encore plus clair, bien que de durée moins grande. Dans les parties les plus avancées de l'économie européenne, avant tout dans les Pays-Bas du Sud et du Nord, en Angleterre, dans une partie de la France, dans une partie de l'Italie du Nord et du centre et de l'Allemagne, le déclin du servage est très net à partir du XIVe et du XVe siècles. Dans certaines de ces régions, le servage a pratiquement disparu comme rapport de production prédominant dans l'agriculture.

Or, la disparition du servage ne débouche pas immédiatement sur la généralisation ou même sur l'extension large du salariat. C'est-à-dire qu'entre le déclin du mode de production féodal et l'épanouissement du mode de proudction capitaliste — je dis bien « mode de production capitaliste » et non pas « domination du capital marchand ou bancaire », ce qui est tout autre chose : je parle des rapports de production capitalistes — entre le déclin du servage, donc, et la montée du salariat, il y a manifestement de nouveau une période de transition. On pourrait également la caractériser comme l'organisation économique fondée sur la petite production marchande — terme qui prête à discussion — dans laquelle le producteur essentiel n'est ni un serf ni un salarié, mais un petit producteur ayant accès direct aux moyens de production et de subsistance.

C'est d'ailleurs la transformation non pas du serf en salarié, mais de ce producteur indépendant en salarié — puisqu'une des caractéristiques du prolétariat, c'est précisément celle d'être libre et non pas soumis à la servitude personnelle — qui va donner naissance au capitalisme comme mode de production prédominant proprement dit.

Cette période de transition est de plus courte durée que celle qui sépare le mode de production esclavagiste du mode de production féodal. Elle implique des difficultés d'analyse socio-économique beaucoup plus grandes du fait de la complexité des situations. En général, nous sommes en présence d'une manifestation de la loi du développement inégal et com-

biné. Si l'on voulait définir d'une manière tout à fait précise les rapports de production en Flandre, au Brabant, en Lombardie, en Toscane, en Rhénanie, même dans certaines régions françaises et anglaises à la fin du XVe siècle, on serait confronté à des difficultés très grandes. Il serait difficile de les ramener à un seul dénominateur commun. Il y a un mélange de rapports de production semi-féodaux, de rapports de production qui fondent la petite production marchande, de rapports de production semi-capitalistes et il y a le début de la manufacture capitaliste déjà fondée sur le travail salarié. Néanmoins, il est impossible de ramener tout cela à la formule soit féodalisme, soit capitalisme. C'est ce que je veux souligner : malgré les particularités de l'époque, nous sommes donc bien en présence d'une phase de transition.

D. B.— La question qu'on peut se poser est que, s'il est vrai que dans le cadre du mode de production esclavagiste et dans le cadre du mode de production féodal des éléments du nouveau mode de production se développent déjà sous la forme de rapports sociaux de production nouveaux, peut-on dire qu'au sein même de la société capitaliste peuvent se développer des éléments du socialisme comme rapports de production nouveaux ?

Un pont reste un pont

E. M.— Evidemment non, on ne peut pas le dire. On peut dire que les préconditions pour l'existence d'une société sans classes se développent au sein du mode de production capitaliste, mais pas des rapports de production socialisés. Et c'est exactement pour cette raison que l'avènement d'une société de transition entre le capitalisme et le socialisme est impossible sans le renversement préalable du pouvoir de la bourgeoisie, sans le renversement de l'Etat bourgeois et, je dirais — pour utiliser la formule de Marx et d'Engels dans *le Manifeste communiste* — sans incursions despotiques dans le droit de propriété. Ceci n'est pas un argument contre la notion de société de transition, en parallèle avec le passé, pour l'Union soviétique. C'est seulement un argument pour justifier une autre articulation des rapports de production nouveaux avec le pouvoir d'Etat. Je suis évidemment tout à fait d'accord avec toi et je dirais que c'est un des éléments les plus forts de notre analyse. On ne peut pas développer des rapports de production post-capitalistes au sein d'une société dominée par la bourgeoisie, gouvernée par un Etat bourgeois, ce qui fait que l'apparition de ces rapports de production n'est possible qu'après une révolution socialiste.

Je reviens au point de départ : la notion d'étape de transition, la notion de société en transition entre deux grands modes de production « successifs » — si ce terme mécaniste peut être utilisé — dans l'histoire de

l'humanité, n'est donc pas un phénomène isolé, limité à la société soviétique et à la problématique du passage du capitalisme au socialisme. C'est un phénomène qui se manifeste d'une manière beaucoup plus large dans l'ensemble de l'histoire de l'humanité.

Il y a d'ailleurs un sujet particulièrement passionnant à relier à cette problématique aujourd'hui, pour les africanistes marxistes : c'est la définition exacte de ce qu'est la société africaine au moment de l'invasion coloniale, de l'occupation et de la domination colonialistes — et même dans la phase successive à l'établissement de cette domination pour autant qu'elle n'aboutisse pas à une transformation totale et radicale des rapports de production autochtones, surtout en milieu villageois, et même partiellement en dehors de ces milieux. En réalité, il est impossible de comprendre l'Afrique noire de la deuxième moitié du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle, sans utiliser la notion éminemment transitoire de « classes sociales en cours de formation » ou « classes sociales en train de naître » ; et c'est le petit noyau rationnel qu'il y a derrière toutes les thèses du socialisme dit « africain » qui prétendent que le marxisme ne s'applique pas à l'Afrique. Ces thèses sont évidemment tout à fait erronées. Elles ne comprennent pas le processus historique, elles ne comprennent pas le devenir : elles photographient un moment de l'évolution. Mais la photographie, même si quelquefois elle est mauvaise, n'est pas fausse. On ne peut pas dire qu'à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe siècle il y a dans le village africain — je ne dis pas le village arabe, c'est déjà différent, je ne dis pas non plus le village de l'Afrique du Sud, des colonies de peuplement blanc, c'est encore différent, je ne dis même pas les villes coloniales, parce que c'est encore différent — mais dans le village africain typique, dans lequel vivent quand même 80 % ou 90 % de la population : on ne peut pas dire que là, seigneurs féodaux ou propriétaires privés capitalistes font face à une masse de prolétaires ou de petits paysans qui sont en train de devenir des paysans sans terre. Il y a, bien sûr, des cas de féodalité ou de semi-féodalité dans certains pays africains, dans certaines régions de certains pays ; il y a même des cas d'agriculture semi-capitaliste ou de rapports semi-capitalistes, il y a des survivances esclavagistes qui s'introduisent ; mais je le répète, c'est un processus dans lequel une bonne partie de la population se trouve exactement dans une phase de transition entre la société sans classes et la société de classes.

L'analyse de ces sociétés est évidemment moins déroutante dans ce cadre conceptuel que dans le cadre d'un marxisme simplifié à outrance. Si l'on considère qu'il n'y a que le Blanc ou le Noir, qu'il n'y a qu'ou bien le capitalisme ou bien la société sans classes ; ou bien le pouvoir démocratique des travailleurs ou bien, par définition, *a priori*, le pouvoir d'une nouvelle classe possédante ; dans tous ces cas-là, on est confronté à des mystères successifs.

Si l'on rejette ces simplifications excessives et si l'on revient à des

considérations qui intègrent toutes les dimensions du problème de ce qu'est une société de classes, de ce qu'est le processus de dépérissement des classes sociales, de ce qu'est une société sans classes, dans tous ces cas-là, le fait que la période de transition s'avère plus longue qu'originellement prévue, peut paraître moins étonnant, et ne doit de toute manière pas être considéré comme critère de jugement. Ce n'est pas parce qu'un type de société dure plus longtemps qu'on l'avait prévu qu'elle ne serait pas par définition une société de transition. Ce n'est pas parce qu'une transition est plus complexe et — disons-le pour utiliser un paradoxe — moins « dynamique » parce qu'elle « transite » moins rapidement qu'on ne l'aurait pensé, qu'elle n'est pas une transition. Le fait qu'on s'arrête longtemps sur un pont au lieu de le traverser ne change pas la nature du pont, ni la nature de la démarche. Cela veut simplement dire qu'il y a des facteurs historiques ou individuels, qui ont modifié le rythme, l'orientation, les possibilités de la démarche du marcheur. Le pont reste défini essentiellement comme un moyen de communication entre deux rives, au-dessus d'une surface d'eau. Par analogie, une étape de transition entre le capitalisme et le socialisme se définit, du moins structurellement, par le fait qu'il n'y a plus une production généralisée de marchandises, que les moyens de production ne sont plus des marchandises, qu'ils ont donc, par définition, perdu leur caractère de capital, qu'il n'y a plus le pouvoir politique économique et social d'une classe de capitalistes qui était présente dans le pays avant la révolution sociale, mais qu'il n'y a pas encore des rapports de production véritablement socialistes, autogestionnaires, libres, des producteurs associés qui ont émergé et qu'il y a combinaison hybride entre des éléments du passé et de l'avenir.

Mais cette combinaison hybride donne naissance — et c'est peut-être sur ce point de vue que nous avons un peu avancé, par rapport à l'analyse de Trotsky — à quelque chose de spécifique — à des rapports de production spécifiques de cette étape de transition.

Ici, je dois soulever un problème théorique qui n'est pas facile à comprendre, mais qui est une des clés théoriques pour saisir la réalité socio-économique de l'Union soviétique. Il s'agit de la distinction entre la notion de rapports de production spécifiques, qui caractérisent toute formation sociale déterminée — une formation sociale donnée sans rapports de production serait une formation sociale sans production, c'est-à-dire une formation sociale sans survie, sans vie et sans existence — et la notion de mode de production.

Autant il est juste de dire qu'il n'y a pas de formation sociale sans rapports de production spécifiques, autant il est faux de dire que tout rapport de production spécifique implique l'existence d'un mode de production spécifique ou prédominant. Je crois justement qu'une des distinctions essentielles entre les périodes de transition et les grandes « étapes progressives » de l'histoire, comme dit Marx dans la *Préface* à la *Contribution*

à la critique de l'économie politique, c'est que les périodes de transition n'ont pas de mode de production qui leur soit spécifique, alors que les grandes étapes progressives de l'histoire de l'humanité sont, par définition, caractérisées par des modes de production spécifiques.

Voyons d'abord l'explication théorique de cette distinction. Revenons ensuite à la lumière de cette distinction, à l'analyse socio-économique de l'Union soviétique.

Ce qui caractérise un mode de production, c'est que c'est une structure et que ses modifications quantitatives, graduelles, par évolution, ne sont possibles que pour autant qu'elles sont compatibles avec la logique interne de ce tout, qui, même s'il est déchiré et contradictoire, n'en reste pas moins un tout organique. Ce tout, comme tout ce qui est organique, peut se reproduire plus ou moins automatiquement.

Je ne dis pas peut se reproduire plus ou moins automatiquement par le seul automatisme économique — c'est une caractéristique qui n'est applicable en dernière analyse qu'au seul mode de production capitaliste. Dans les modes de production précapitalistes, les articulations entre les différentes instruments de reproduction économiques, politiques, idéologiques, peuvent être forts différents de ce qu'elles sont dans une société bourgeoise. Mais le fond du problème est toujours le même : la structure, une fois placée sur orbite, reste sur cette orbite et ne peut en être écartée que par des révolutions ou des contre-révolutions sociales, par des explosions, des perturbations très violentes, très explosives.

Par contre, des rapports de production d'une société en transition entre deux modes de production, du fait même de leur caractère généralement hybride, peuvent s'autodécomposer, évoluer en sens divers, sans que cela remplisse nécessairement des perturbations révolutionnaires, du même type que les révolutions sociales nécessaires pour passer d'un mode de production à un autre.

Il n'y a pas eu une prise de pouvoir politique des petits producteurs marchands pour passer à la petite production marchande : il n'y a pas eu un « Etat de la petite production marchande ». Il y a eu un Etat féodal, puis un Etat bourgeois. Il n'y a pas eu la nécessité d'une révolution sociale et politique pour décomposer les rapports de production fondés sur la petite production marchande vers l'avènement du capitalisme. La seule pénétration/extension du capital-argent dans l'économie, dans un contexte déterminé du marché mondial capitaliste, de domination du capitalisme marchand, a suffi pour réaliser ce phénomène de décomposition.

Pour résumer, on peut donc dire que la différence fondamentale entre les rapports de production de phases de transition et de modes de production, c'est un degré de stabilité qualitativement différent.

L'URSS : société de transition

En examinant, à la lumière de cette distinction, la situation en Union soviétique, on peut tirer un certain nombre de conclusions :

— Premièrement, à l'opposé de ceux qui prétendent que les rapports de production sont essentiellement socialistes, on peut facilement démontrer que l'absence d'un véritable pouvoir des producteurs associés et que les conditions de subordination et d'impuissance dans lesquelles se trouve la masse des producteurs directs par rapport aux gérants des moyens de production, ne permet pas d'utiliser ce terme de « socialiste » sans le dénaturer totalement.

Ceci n'est pas seulement un jugement « normatif », moral, subjectif, bien qu'il n'y ait aucune raison d'écarter cet aspect de l'analyse marxiste. Un marxiste n'accepte jamais l'oppression, même si le régime oppresseur est historiquement en progrès par rapport au régime qu'il a remplacé. C'est aussi un jugement économique, objectif : nous savons qu'il est impossible de réaliser une planification optimale et harmonieuse par la voie bureaucratique, que la démocratie socialiste et le contrôle libre des masses, l'autogestion la plus large, sont indispensables à cette fin.

— Deuxièmement, à l'opposé de ceux qui prétendent que les rapports de production en Union soviétique sont essentiellement capitalistes, on peut facilement démontrer que les rapports de production capitalistes ne se réduisent guère à une « domination des maîtres de moyens de production sur les producteurs directs », mais impliquent toute une série de caractéristiques supplémentaires, notamment le caractère marchand des moyens de production, le fait que ces moyens de production circulent entre les unités de production sous forme de vente et d'achat de machines, de matières premières, etc. La plupart des lois de développement à long terme du mode de production capitaliste sont d'ailleurs déjà présentes en puissance dans la contradiction fondamentale de la seule marchandise, contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Ce n'est pas par hasard que Marx a construit ainsi le tome I du *Capital*, et tout ce qui s'en suit dans sa théorie économique. Tout cela ne s'applique pas à la réalité socio-économique de l'Union soviétique.

— Troisièmement, pour pouvoir affirmer que les rapports de production en Union soviétique en sont ni socialistes ni capitalistes, mais seraient ceux d'une nouvelle société de classe exploiteuse, il faudrait démontrer d'où surgit cette mystérieuse classe dominante nouvelle qui est totalement inexistante en tant que classe jusqu'à l'heure H où elle prendrait le pouvoir. Il faudrait démontrer quelle est la dynamique, quelles sont les lois de développement de cette société, ce qu'aucun des théoriciens de cette thèse n'a jamais été capable de faire ?

Il faudrait aussi démontrer que ces rapports de productions caractéris-

tiques d'un nouveau mode de production auraient la stabilité et la capacité d'autoreproduction caractéristiques des modes de production, ce qui est contraire à tout ce que nous connaissons de la société soviétique, sans même parler des « démocraties populaires ». Constatons d'ailleurs, en passant, que tout marxiste qui attribue à la bureaucratie soviétique le titre de « nouvelle classe » est obligé de reconnaître son caractère progressif par rapport à la bourgeoisie et de mettre à son crédit les énormes réalisations économiques et culturelles de l'URSS, comme celles du XIXe siècle sont évidemment au crédit de la bourgeoisie.

Si nous rejetons ces trois hypothèses, il n'y a qu'une seule issue : nous sommes en présence de rapports de production hybrides, spécifiques, d'un pays spécifique (ou d'un groupe de pays). Autrement dit : nous nous trouvons confrontés à l'analyse des rapports de production spécifiques non pas dans la période de transition du capitalisme au socialisme en général, mais d'une société qui, se trouvant à cette étape, a connu des processus particuliers de développement dans un contexte historique donné, qui implique à la fois une fragilité prononcée des rapports de production par rapport à ceux qui caractérisent des modes de production stables, et une stabilité plus grande que celle qu'on aurait pu prévoir en pensant à une durée très limitée du phénomène.

Des siècles de transition ?

D.B. — Ma troisième question est déjà implicitement contenue dans ce que tu viens de dire ; pour la rendre explicite : par conséquent, si l'on reprend la méthode de l'hypothèse de Trotsky et que l'on discute le problème de toute étape qui doit éliminer la bourgeoisie dans le cadre des luttes de classes à l'échelle mondiale, on arrive à la conclusion — je te demande ton avis là-dessus — que nous sommes entrés, avec la Révolution d'octobre, première victoire d'une révolution socialiste, dans une période de transition à l'échelle mondiale dont la durée, même s'il n'est pas question de la chiffrer, risque d'être relativement longue par rapport aux prévisions des révolutionnaires russes aux lendemains de la prise du pouvoir, ou même par rapport à un certain nombre d'écrits de Trotsky lui-même...

E.M — Oui et non. Tu sais que dans l'histoire de notre propre mouvement, l'histoire de la IVe Internationale, le problèmes desdits « siècles de transition » a joué un certain rôle. Je ne voudrais pas être mal interprété, et surtout je ne voudrais pas donner l'impression qu'un processus historique spécifique correspond à une quelconque fatalité ou à une quelconque tendance innée au prolétariat, structurellement ou organiquement liée à

lui, alors qu'elle est à comprendre dans le cadre de l'épreuve de force entre les classes telle qu'elle s'est établie avec le début de l'ère de déclin du capitalisme. Ce que nous avons connu en Union soviétique, l'ossification du phénomène de la bureaucratie pendant un demi-siècle, ne répond pas à une quelconque nécessité objective, à une quelconque fatalité. C'est le produit d'un concours de circonstances historiques uniques. Le fait que ce système se soit étendu en Europe de l'Est et qu'il ait profondément influencé les structures de domination et d'organisation de l'Etat ouvrier, même en Chine, au Vietnam et à Cuba ne s'inscrit pas en faux contre cette analyse. Car il est manifeste que ce qui s'est produit dans tous ces pays-là est un sous-produit de ce qui s'est produit en URSS et ne s'est pas développé de manière autonome ni par rapport à la puissance de la bureaucratie soviétique ni par rapport au contexte mondial dans lequel cette bureaucratie soviétique est née et qu'elle a permis de consolider en partie durant cette période historique.

Ce qui reste ouvert, c'est la question de savoir si la victoire de la révolution prolétarienne dans des pays industriellement avancés, ou dans des pays où de toute manière le prolétariat représente déjà la majorité absolue de la nation, déclenchera et à l'intérieur et à l'échelle mondiale un processus qui peut « débureaucratiser » l'expérience des révolutions prolétariennes du XXe siècle avec une rapidité beaucoup plus déconcertante que la durée du phénomène de la bureaucratisation lui-même.

Je répète, cette question reste ouverte. C'est l'histoire qui aura le dernier mot ; si elle devait confirmer que les marxistes-révolutionnaires se sont fait des illusions à ce sujet, alors il faudrait arriver à des conclusions sur les racines sociales, historiques plus profondes du phénomène de bureaucratisation. Conclusions différentes de celles qui ont été généralement le propre de l'analyse de Marx, de Lénine, de Trotsky et de la IVe Internationale.

Mais il est injustifié, impressionniste et irresponsable, surtout pour des marxistes qui ne sont pas seulement des théoriciens ou des historiens, mais qui sont avant tout des militants, c'est-à-dire qui interviennent dans le but de modifier le cours de l'histoire dans un sens déterminé, de tirer cette conclusion de manière prématurée, avant que cette preuve ne soit faite.

Personnellement, je continue à penser qu'on aura des surprises très agréables à ce sujet. Je vois mal dans les circonstances d'aujourd'hui, avec la richesse relative de l'économie, avec le poids numériquement écrasant du prolétariat, avec sa tradition démocratique en matière politique, avec son niveau de qualification technique et culturel, je vois mal dans un pays comme la France ou l'Italie, comme l'Espagne, comme la Grande-Bretagne, pour ne pas dire comme les Etats-Unis, se répéter, même de très loin, quelque chose qui pourrait justifier l'idée d'une transition s'étendant sur des siècles et d'une bureaucratisation, même plus bénigne que celle de

l'URSS, s'étendant sur des siècles, entre la chute du capitalisme et l'avènement d'une société socialiste.

Préconditions d'un mode de production socialiste

D. B.— Est-ce qu'un système autogéré n'implique pas un certain niveau de développement des forces productives qui permet que les préconditions de fonctionnement d'un tel système soient réunies et est-ce qu'il existe dans la théorie marxiste une réflexion sur les préconditions à la fois économiques, politiques, sociales et culturelles qui permettent justement à ces nouveaux rapports de production de se stabiliser, de se cristalliser en un mode de production ?

E. M.— Cette question revient en réalité à deux problèmes : quelles sont les conditions de dépérissement de l'économie marchande et de l'économie monétaire ? Quelles sont les préconditions de dépérissement de la division sociale du travail entre producteurs et administrateurs ?

Je ne crois pas que ce soit — tu me pardonneras ce mauvais calembour — que ce soit chinois de répondre à ces deux questions. J'ai l'impression que la richesse actuelle des pays industriellement les plus avancés permet d'atteindre rapidement le point où les besoins matériels de base peuvent être satisfaits à satiété. Ceci est le critère le plus évident non seulement de la possibilité, mais même de la nécessité du dépérissement des catégories marchandes et monétaires qui ne peuvent être appliquées dans ces conditions qu'avec des effets pervers, ce qu'on voit d'ailleurs déjà aujourd'hui avec la tentative « d'organiser » l'abondance agricole du Marché commun sur la base de l'économie marchande. Je crois aussi — ça, c'est évidemment le plus controversé, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, c'est un peu mon dada personnel, j'espère que ça deviendra l'idée force de la IVe Internationale ! — je crois aussi possible le passage immédiat à la demi-journée de travail qui est en réalité la condition matérielle, je ne dis pas tout à fait suffisante, mais certainement nécessaire pour faire de l'autogestion une réalité et non pas du simple verbiage : si les producteurs n'ont pas le temps de gérer leur entreprise, leur quartier, l'Etat, pour ne pas dire les fédérations d'Etats socialistes, vous pouvez proclamer l'autogestion tant que vous voulez, vous aurez toujours des politiciens professionnels, donc des fonctionnaires, donc des bureaucrates en puissance, qui auront cette gestion en main. Je crois que les conditions pour réaliser cette demi-journée de travail ainsi que l'enseignement universitaire généralisé et obligatoire sont maintenant réunies dans tous les grands pays industriels...

D. B.— Dès 1920 ?

E. M.— Non ! je dis aujourd'hui.

D. B.— Donc, en 1920, elles n'existaient pas.

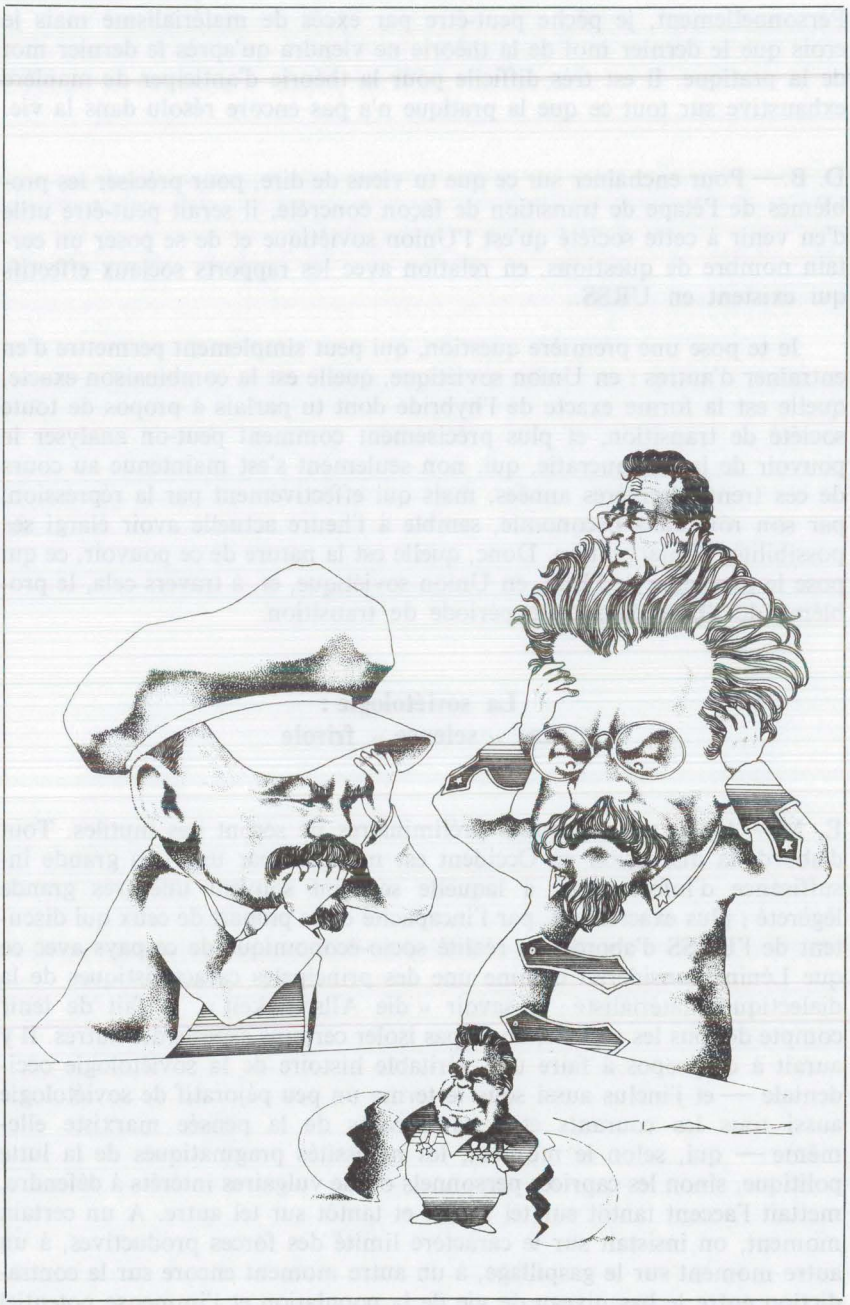
E. M.— Pas en Russie, bien sûr.

D. B.— Ni en Allemagne, en 1920 ?

E. M.— A très court terme, non. A moyen terme vraisemblablement. Qu'aurait pu devenir l'Allemagne de 1920, s'il y avait eu une révolution socialiste victorieuse et s'il y avait eu la fusion avec l'Union soviétique ? Ce n'est pas facile à dire. Je signale en passant, parce que c'est une chose qui est peu connue : les travaux préparatoires pour le montage d'une première machine à calculer électronique se situent en Allemagne dès les années 1930 et ceci avec un régime économique et politique fortement rétrograde. C'est dire qu'avec un régime socialiste, vu les forces intellectuelles de l'Allemagne, au début des années 1920, j'ai l'impression qu'on aurait pu gagner quinze ou vingt ans sur le capitalisme en ce qui concerne la troisième révolution technologique. N'oublions pas non plus qu'Einstein était en Allemagne et que le développement de l'énergie nucléaire avec tout ce qu'elle a de contradictoire, mais tout de même de prometteur pour l'humanité, si la question de la sécurité est considérée comme strictement prioritaire par rapport à celle des coûts (pour ne pas parler de « rentabilité »), permettait d'envisager des progrès énormes dans le cadre d'une Allemagne et d'une Europe socialiste...

Tout cela est des hypothèses. Il n'est pas possible de faire des hypothèses sur des si. Parlons de ce qui est possible aujourd'hui. Aujourd'hui, je crois que le potentiel est là.

Le dialogue entre ceux qui mettent en accusation une révolution trahie, ou faillie, et ceux qui vantent les mérites d'une révolution qui n'a pas encore eu lieu, restera évidemment toujours quelque chose d'incertain, de non tranché, de douteux. Il faudrait l'épreuve de vérité, c'est-à-dire un modèle de révolution victorieuse, un modèle né d'une révolution victorieuse qui soit vraiment supérieur qualitativement à ce qui existe aujourd'hui en Union soviétique, en Europe orientale et en République populaire de Chine, pour pouvoir vraiment convaincre les sceptiques. Dans ce sens, cela explique les difficultés mêmes de la théorie marxiste à dire le dernier mot sur la nature de l'URSS, sur la nature de l'étape de transition, sur la nature des problèmes à résoudre et sur les moyens de les résoudre ; la source de ces difficultés n'est pas difficile à déterminer : nous sommes toujours en partie dans le domaine de la spéculation. L'épreuve de la pratique n'a pas encore été apportée, ni dans un sens ni dans l'autre.



Personnellement, je pèche peut-être par excès de matérialisme mais je crois que le dernier mot de la théorie ne viendra qu'après le dernier mot de la pratique. Il est très difficile pour la théorie d'anticiper de manière exhaustive sur tout ce que la pratique n'a pas encore résolu dans la vie.

D. B.— Pour enchaîner sur ce que tu viens de dire, pour préciser les problèmes de l'étape de transition de façon concrète, il serait peut-être utile d'en venir à cette société qu'est l'Union soviétique et de se poser un certain nombre de questions, en relation avec les rapports sociaux effectifs qui existent en URSS.

Je te pose une première question, qui peut simplement permettre d'en entraîner d'autres : en Union soviétique, quelle est la combinaison exacte, quelle est la forme exacte de l'hybride dont tu parlais à propos de toute société de transition, et plus précisément comment peut-on analyser le pouvoir de la bureaucratie, qui, non seulement s'est maintenue au cours de ces trente dernières années, mais qui effectivement par la répression, par son rôle dans l'économie, semble à l'heure actuelle avoir élargi ses possibilités d'intervention. Donc, quelle est la nature de ce pouvoir, ce qui pose le problème de l'Etat, en Union soviétique, et, à travers cela, le problème de l'Etat dans cette période de transition.

La soviétologie : une « science » frivole

E. M.— Quelques remarques préliminaires ne seront pas inutiles. Tout d'abord, la discussion en Occident est marquée par une très grande insuffisance d'information, à laquelle se joint souvent une très grande légèreté ; plus exactement, par l'incapacité de la plupart de ceux qui discutent de l'URSS d'aborder la réalité socio-économique de ce pays avec ce que Lénine considérait comme une des principales caractéristiques de la dialectique matérialiste : à savoir « die Allseitigkeit », le fait de tenir compte de tous les aspects, de ne pas isoler certains aspects des autres. Il y aurait à ce propos à faire une véritable histoire de la soviétologie occidentale — et j'inclus aussi sous le terme un peu péjoratif de soviétologie aussi tous les courants et sous-courants de la pensée marxiste elle-même — qui, selon le moment, les nécessités pragmatiques de la lutte politique, sinon les caprices personnels ou de vulgaires intérêts à défendre, mettait l'accent tantôt sur tel aspect et tantôt sur tel autre. A un certain moment, on insistait sur le caractère limité des forces productives, à un autre moment sur le gaspillage, à un autre moment encore sur la contradiction entre le bas niveau de vie de la population et l'immense potentiel

industriel, à un tel moment sur les bonds en avant de la technologie, à un autre moment sur l'immense retard de la technologie, etc.

Si l'on veut avoir une vue tant soit peu exhaustive, ce ne sont d'ailleurs pas tellement les informations qui font défaut. Il faut se donner la peine de regarder l'ensemble et d'avoir constamment la volonté d'intégrer des éléments très souvent contradictoires dans une telle vue dynamique d'ensemble de la réalité sociale soviétique. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises depuis deux ans, je suis frappée par la manière vraiment légère, pour ne pas dire irresponsable, avec laquelle beaucoup d'observateurs occidentaux parlent de la crise économique *« qui a frappé l'économie soviétique comme elle a frappé l'économie occidentale »* ou de la manière dont d'autres, y compris certains qui se réfèrent au marxisme, considèrent comme sans importance cette petite différence, à savoir qu'alors qu'il y a eu une remontée terrible du chômage dans tous les pays industrialisés de l'Occident, il n'y a pas de chômage du tout dans les pays industrialisés d'Europe orientale. Ils se défont de ces difficultés avec des formules qui sont en réalité des escapades, des diversions, sans sérieux théorique, comme de dire : *« Oui, mais il y a en Union soviétique le chômage occulte ou caché dans les entreprises »*. Toute la « différence » pour un ouvrier soviétique, c'est qu'il continue à être payé, et pour le chômeur occidental, qu'il est sur le pavé. Et pourquoi justement dans les pays industrialisés, pourtant plus riches que l'Union soviétique, la classe dominante n'a-t-elle ni pu ni voulu éviter le chômage « apparent » en le remplaçant par un chômage caché ? Toutes ces questions-là renvoient évidemment à une méthode d'analyse d'ensemble et à l'incapacité de tous ceux qui refusent de l'appliquer à comprendre la réalité très complexe de l'Union soviétique.

Une autre remarque préalable concerne la difficulté de saisir d'une manière prudente, la combinaison de stabilité et d'instabilité qui, depuis très longtemps, a caractérisé le règne de la bureaucratie soviétique et qui est vraiment une combinaison. Parler de stabilité ? Pour ceux qui espéraient la révolution politique à court terme ou l'effondrement du régime à court terme, oui, on peut parler de stabilité. Mais si l'on fait le bilan des vingt-cinq dernières années, depuis la mort de Staline, je dirais qu'il n'y a pas eu une année en Union soviétique sans qu'il n'y ait eu des modifications qui, par rapport à l'image ancienne d'un monolithisme immobile, étaient des modifications très importantes. Peut-on dire que l'Union soviétique avec le culte de Staline et l'Union soviétique sans le culte de Staline, c'est exactement la même chose ? Que l'Union soviétique avec un niveau de vie des ouvriers égal disons à la Turquie, ou l'Union soviétique avec un niveau de salaire qui est maintenant proche de celui des travailleurs italiens, c'est exactement la même chose ? Peut-on dire que l'Union soviétique qui produit 30 millions de tonnes d'acier, et l'Union soviétique qui est le premier producteur mondial d'acier et qui produit 20 % de plus d'acier que les Etats-Unis, c'est la même chose ? Peut-on

dire que l'Union soviétique dans laquelle il n'y avait d'opposants que dans les goulags et l'Union soviétique avec un foisonnement de courants politiques, de samizdats, de débats à toutes sortes de niveaux, et pas seulement entre les intellectuels, aussi dans les syndicats, c'est exactement la même ? Le problème est plus complexe de ce point de vue aussi. Et là, vraisemblablement, plus que sur le premier point, ce qui nous fait défaut, ce n'est pas tellement la méthode d'intégration des informations, mais les informations elles-mêmes. Nous connaissons mal tout ce qui n'est pas macro-économique ou macro-social en Union soviétique. Nous connaissons les grands ensembles, les agrégats : les chiffres de la production industrielle, du revenu national, même de la part de la bureaucratie dans la distribution de ce revenu national, ce n'est pas tellement difficile à calculer. Tout ça, c'est plus ou moins connu.

Mais nous avons à parler d'un pays de 250 millions d'habitants. Cette société dans son ensemble comporte aeaucoup de mini-sociétés. Et là nous sommes évidemment beaucoup moins renseignés. Nous ne connaissons, nous ne nous apercevons de certains aspects de la réalité brusquement que par des révélations, par des lumières que certains peuvent jeter de temps en temps sur ce qui s'y passe.

En tenant compte de ces deux remarques préliminaires, risquons-nous quand même à dégager quelques tendances générales, qui sont, je le souligne, liées tout de même très étroitement à notre analyse spécifique de la réalité socio-économique de l'Union soviétique, en tant que société à une étape de transition entre le capitalisme et le socialisme — et qui permettent de mieux cerner la réalité des fameux rapports de production spécifiques de cette formation sociale-là — je répète, non pas de la période de transition en général, mais de cette formation sociale spécifique.

Rapports de production en URSS

Tout d'abord, je crois qu'il faut rejeter comme non conforme à la réalité et comme la déformant toute idée selon laquelle on est en présence d'une stagnation des forces productives, d'un gaspillage qui a neutralisé totalement les effets de la planification. Je crois que même s'il y a des crises répétées de baisse du taux de croissance de l'économie soviétique, même s'il y a un gaspillage effroyable, incontestablement point d'accusation numéro deux contre la bureaucratie soviétique — le point d'accusation numéro un étant évidemment le fait qu'elle ne permet pas l'auto-administration, l'autogestion des producteurs, de la partie laborieuse de la population — la durée même du régime et la durée même de cette croissance économique ont fini par avoir des effets cumulatifs qu'il serait